



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 20 – 26 Octobre 2022

En bref

Selon Gabriel Casillas, chef économiste pour l'Amérique latine chez Barclays, en 2021, les entrées brutes d'investissements directs étrangers (IDE) au Mexique étaient de 32 M USD. En outre, plus de la moitié de ce chiffre correspond à de nouveaux investissements attribuables à la délocalisation d'entreprises. Selon l'économiste, les entreprises américaines devraient continuer de quitter la Chine pour rapprocher les intrants des usines et des consommateurs, et le Mexique serait l'un des principaux bénéficiaires en raison de sa proximité avec les États-Unis. Enfin, selon le stratège, le Mexique pourrait attirer 50 Mds USD par an, si le gouvernement encourageait davantage les investissements productifs.

LE CHIFFRE À RETENIR

32 M USD

Montant des investissements directs
étrangers au Mexique en 2021

Zoom sur

La FAO présente un plan d'investissement de 250 MUSD pour réhabiliter le « Couloir sec » d'Amérique centrale. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) souhaite réhabiliter cette région située entre le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Costa Rica et le Nicaragua (44% du territoire du CA-4) qui subit de plein fouet le changement climatique et où vivent 11,5 millions d'habitants. Elle a présenté en ce sens quatre plans d'investissement qui permettront de renforcer la résilience de cette zone et stimuler l'accès aux marchés et aux systèmes d'approvisionnement en eau, en produisant notamment une cartographie numérique des sols, des risques climatiques et de leurs impacts sur l'agriculture.

Mexique

1. ECONOMIE

L'activité économique a progressé de 0,97 % en août 2022 (g.m), sa plus forte variation depuis avril. Selon l'Institut National de la Statistique et de la Géographie (INEGI), l'activité économique du Mexique s'est améliorée en août, tirée par le secteur primaire (+3,64 % g.m) et tertiaire (+1,2 % g.m). Le secteur industriel a quant à lui enregistré une légère baisse en rythme mensuel (de -0,004 %), sa première variation négative depuis cinq mois. L'INEGI estime toutefois que ces données doivent être prudemment interprétées par le marché, compte tenu du scénario macroéconomique pessimiste: (i) poursuite du cycle de resserrement monétaire de la Banque centrale ; et (ii) ralentissement de la croissance mondiale, et en particulier de l'économie étatsunienne dont dépend celle du Mexique.

L'inflation au Mexique aurait décéléré au cours de la première quinzaine d'octobre à 8,53 % g.a (contre 8,64 % g.a lors de la quinzaine précédente). Ce ralentissement de l'inflation globale s'explique entièrement par la baisse de la composante non essentielle de l'inflation, alors que l'inflation sous-jacente a continué d'accélérer (+8,39 %). Lors de la première quinzaine d'octobre, les prix des services ont augmenté de 5,29 % (g.a) et ceux des marchandises de 11,1 % sous l'impulsion de la composante alimentaire (+15,5 % en g.a) avec une variation de +15,1 % (g.a) des produits agricoles.

Le Peso mexicain (MXN) figure parmi les 16 monnaies les plus échangées au monde, selon la Banque des Règlements Internationaux. Le MXN est la troisième monnaie la plus échangée parmi les économies émergentes, et la seizième au monde. La monnaie mexicaine conserve alors la même position depuis 2019. En 2021, 1,5 % des opérations financières mondiales ont été réalisées en pesos mexicains, en léger déclin par rapport à 2019, où cette part s'élevait à 1,7 %.

Le marché du travail a enregistré des signaux mitigés ce mois de septembre. Bien que le nombre de personnes employées sur le marché formel ait diminué (-120 000 emplois), le taux de chômage s'est amélioré par rapport au mois d'août, s'établissant à 3,3 %. Par secteur, les pertes d'emplois se sont principalement concentrées dans le secteur industriel, avec une baisse de 400 000 emplois dans l'industrie extractive, ainsi que dans le secteur des services (370 000 emplois). Ces chutes ont été compensées par une hausse de l'emploi dans les activités agricoles (266 000) et le secteur de l'hôtellerie restauration (394 000 emplois).

Le Mexique connaît un grave problème de stockage des réserves d'essence, avec une norme bien inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE. En effet, le pays ne peut stocker que 25 jours de réserves de carburant, contre 45 jours en moyenne pour les pays de l'OCDE.

Le Ministère des finances a ajusté de l'inflation la formule utilisée pour calculer les subventions aux carburants. Le Ministère des Finances a publié mercredi un accord pour modifier la méthodologie de détermination des subventions au prix des carburants. Actuellement, les stimuli sont déclenchés lorsque les prix internationaux deviennent supérieurs à un prix de base (calculé par le ministère des finances). Désormais, le facteur d'actualisation des prix de base tiendra compte de la croissance de l'indice national des prix à la consommation de novembre 2018 à 2022, ce qui entraînera un déclenchement moins fréquent du stimulus.

La Commission nationale du système d'épargne-retraite (Consar) a indiqué qu'au cours du mois de septembre, les retraits partiels pour cause de chômage auprès des Administrations de Fonds pour la Retraite (Afore) ont enregistré une croissance de 6,8 % (g.a). Retirer de l'argent d'une Afore est un des droits pour tous les travailleurs. En septembre, en glissement mensuel, les retraits ont augmenté de 5,7 %, et ont atteint un record historique.

Les exportations totales du Mexique ont augmenté de 30,8 % (g.a) en septembre selon l'INEGI. Pour 2022, les exportations atteignent ainsi un nouveau record, à 52,3 Mds USD, en raison notamment des bonnes performances du secteur automobile. Les exportations de pétrole ont atteint 3,2 Mds USD, soit une augmentation de 31 % (g.a), cumulant ainsi 20 mois de croissance positive. Les exportations non pétrolières ont quant à elles augmenté de 25 %, à 49,8 Mds USD. En septembre, le solde commercial est déficitaire, à 895 M USD (contre 2,3 Mds USD en septembre 2021).

2. FINANCES PUBLIQUES

La loi sur les revenus de la Fédération de 2023 a été adoptée par les Sénateurs mexicains, elle prévoit une hausse de 9,9 % des recettes par rapport à 2022. L'estimation des recettes a été réalisée en tenant compte d'une croissance économique prévue de 3 % et d'une inflation de 3,2 % en moyenne pour 2023. Ces données du gouvernement contrastent fortement avec les attentes du marché, qui prévoient une croissance du PIB proche de 2 % et une inflation dépassant largement la fourchette cible de la Banque Centrale de 3 % +/- 1 pp. Sur le total des recettes prévues par le gouvernement pour 2023, 55,7 % proviendraient des impôts des contribuables et environ 14 % de nouveaux emprunts publics. En outre, la dette en pourcentage du PIB serait croissante cette année, atteignant 49,2 % (contre 44,5 % en 2021).

Le plafond de la dette demandée par le gouvernement pour 2023 est l'un des plus élevé jamais déclaré dans la Loi sur les revenus. Il est supérieur de 31,1 % à ce qui a été approuvé l'an dernier. Bien que l'objectif du gouvernement soit de maintenir un niveau de dette publique stable (autour de 50 %), le plafond d'endettement demandé pour 2023 ne représenterait que 14 % du total des recettes prévues en 2023. Pour l'opposition, ce qui est contredit la promesse de l'administration AMLO de maintenir un niveau de

dette publique stable. Gabriel Yorio, sous-secrétaire aux finances, a indiqué que ces fonds seraient notamment utilisés pour réaliser des investissements publics.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Selon PEMEX, le Mexique cesserait d'importer des carburants en 2024. Le directeur général de Petroléos Mexicanos (Pemex), a déclaré lors de son passage à la Chambre des députés que le Mexique cesserait d'importer des carburant d'ici la fin de l'administration actuelle, grâce à la raffinerie *Dos Bocas*, dont la construction devrait être achevée cette année-là, et le remodelage des unités de cokéfaction de *Tula* et de *Salamanca*. Il a ajouté que, sous l'administration actuelle, la tendance à la baisse du raffinage de pétrole brut avait été inversée, grâce à la modernisation et à la maintenance du système national de raffinage et à l'acquisition de la raffinerie de *Deer Park* au Texas. Pemex prévoit que la dette de la compagnie pétrolière terminera l'année à 105,4 Mds USD, ce qui représenterait une réduction annuelle de 3,2 %. Elle retournerait ainsi à son niveau pré-pandémique.

En raison des signes de ralentissement économique, près de 70 % des grandes entreprises opérant au Mexique devraient geler leur plan d'embauche. Selon l'étude CEO Outlook 2022 du cabinet KPMG, 44 % des cadres interrogés prévoient un ralentissement des embauches au cours des six prochains mois (contre 35 % au niveau mondial) et 26 % ont confirmé que ces processus avaient déjà été interrompus. Par ailleurs, 34 % des chefs d'entreprises envisagent une réduction de leurs effectifs en réponse à la conjoncture actuelle et 14 % déclarent les avoir déjà réduits. Toutefois, le rapport du cabinet prévient que le gel des embauches et les réductions de personnel seraient des mesures temporaires et que la priorité pour 22 % des cadres supérieurs est d'améliorer la proposition de valeur pour les

employés afin d'attirer les meilleurs talents. Ainsi, 64 % des chefs d'entreprise font état d'une augmentation des investissements pour adopter de nouvelles technologies, et 36 % d'entre eux allouent davantage de ressources pour former leurs employés.

4. Indicateurs Change, Bourse et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 27/10
Bourse (IPC)	6,73%	-11,8%	49 327,11 points
Change USD/MXN	-0,85%	-1,75%	19,94
Change EUR/MXN	2,24%	-15,83%	20,10
Prix du baril mexicain	3,96%	+3,99%	80,54

Amérique centrale

La Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) tient sa réunion biannuelle. Les autorités de la région se réunissent du 24 au 26 octobre à Buenos Aires afin d'évoquer les politiques envisagées pour initier un changement structurel et réactiver les économies du sous-continent. La CEPAL a identifié 10 secteurs prioritaires dont notamment la transition énergétique, la mobilité électrique, l'économie circulaire, les équipements de santé, la transformation digitale, entre autres. Les débats portent également sur la création d'un environnement d'affaire propice aux investissements qui généreraient une croissance plus inclusive et qui favoriseraient le développement durable. L'amélioration de la gouvernance et la qualité institutionnelle, la mise en place d'une politique macroéconomique efficace pour combattre l'inflation, le renforcement d'un Etat social de

droits, la protection des populations les plus vulnérables, et la mise en place d'une gouvernance pour la gestion des ressources naturelles ont également été évoqués.

1. GUATEMALA

La Banque Mondiale octroie un prêt de 250 M USD au Guatemala. Ce prêt est le second d'une série, dont le premier d'un montant de 500 M USD fut approuvé par le Congrès en mai dernier, permettant le financement des politiques de soutien au développement en réponse à la crise provoquée par la pandémie. L'objectif est de venir en aide au gouvernement pour (i) protéger les populations vulnérables et développer le capital humain, (ii) poser les bases pour une relance verte et durable, (iii) promouvoir la transparence du secteur public et (iv) améliorer la gestion des rentrées fiscales.

2. HONDURAS

La Banque Centroaméricaine pour l'Intégration Economique (BCIE) et le Honduras signent un accord de 250 M USD pour le secteur de l'énergie. Ce plan de développement économique s'organise autour de quatre axes clés : (i) l'amélioration des performances opérationnelles et financières du secteur électrique, (ii) l'augmentation de l'accès inclusif à l'énergie, (iii) le renforcement du respect des accords internationaux sur le changement climatique et (iv) l'amélioration de la transparence des informations publiques sur les projets de développement durable.

La Présidente Xiomara Castro (Libre) a confirmé la rupture de l'alliance avec le Partido Salvador de Honduras (PSH), représenté par Salvador Nasralla, actuel vice-Président du gouvernement. C'est pourtant cette coalition qui a permis à Xiomara Castro d'accéder à la présidence, il y a tout juste un an. Depuis, de nombreux conflits ont éclaté entre les deux partis, notamment lors de prises de positions antagonistes sur des sujets tels que l'amnistie politique, la loi du conseil de

défense, l'indépendance de la presse, le combat contre la corruption ou encore les nominations au sein du gouvernement. Le PSH retrouve donc son indépendance parlementaire.

3. EL SALVADOR

Près de 2 Mds USD alloués à la gestion de la dette publique pour 2023. Selon le budget général prévu pour 2023, El Salvador consacrerait 2,2 Mds USD au remboursement de la dette, dont 1 Md USD pour le paiement des intérêts et 1,1 Md USD dédié à son amortissement. Le FMI prévoit que la dette publique d'El Salvador s'élève à 25 Mds USD, soit 80 % du PIB, à la fin de l'année.

Le gouvernement devrait refinancer 459 M USD de dette de court terme d'ici la fin du mois d'octobre. Les émissions de dette de court terme (inférieures à 1 an) étaient initialement prévues pour subvenir aux besoins de la population et des entreprises face à l'urgence de la pandémie. L'émission de nouveaux titres de court terme a été utilisée en partie par le gouvernement pour remplacer les titres de dette antérieurs arrivant à échéance. Le gouvernement devra également honorer dès janvier prochain le paiement de 667 M USD correspondant à des obligations arrivant à terme en 2023.

4. NICARAGUA

Les Etats-Unis renforcent leurs sanctions contre les secteurs économiques affiliés au régime Ortega-Murillo. Le Trésor américain dispose depuis lundi 24 octobre, d'un outil juridique pour sanctionner les secteurs de l'économie nicaraguayenne qui soutiennent et fournissent des fonds au gouvernement. Le secteur minier est le premier à être sanctionné pour son support financier *via* l'instance étatique qui le régit, la Direction Générale des Mines (DGM). Les sanctions concernent en premier lieu les exportations d'or qui génèrent aujourd'hui plus de 1 Md USD de revenus dans le pays et dont près de 75 % des exportations sont à destination des Etats-Unis. Les marchés ont instantanément réagi

à cette annonce et le cours boursier s'est effondré de 30 % à 40 % en deux jours pour quatre des cinq plus grandes entreprises minières du pays.

Caraïbes

1. CUBA

La Foire de la Havane, un événement visant à relancer l'attractivité de Cuba. Plus de 60 pays et 400 entreprises participeraient à La Foire de la Havane, du 14 au 18 novembre prochain. Au cours de cet événement de promotion de l'investissement étranger et du commerce extérieur, organisé par la Chambre de Commerce de la République de Cuba, le nouveau portefeuille d'opportunités d'investissement pour l'année 2023 devrait être présenté. Les enjeux sont nombreux pour le pays, qui doit impérativement relancer ses échanges et affronter la grave crise économique qu'il traverse.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

La République dominicaine a progressé de trois rangs dans l'indice mondial de l'innovation, publié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). En 2022, sept piliers ont été analysés, dont : la gouvernance, la recherche et développement, les infrastructures, le marché du crédit, le climat des affaires, et l'innovation. A partir de cette analyse, la République Dominicaine a gagné 3 places et se hisse désormais au 90^e rang mondial. Cette performance est due notamment aux développements du marché du crédit.

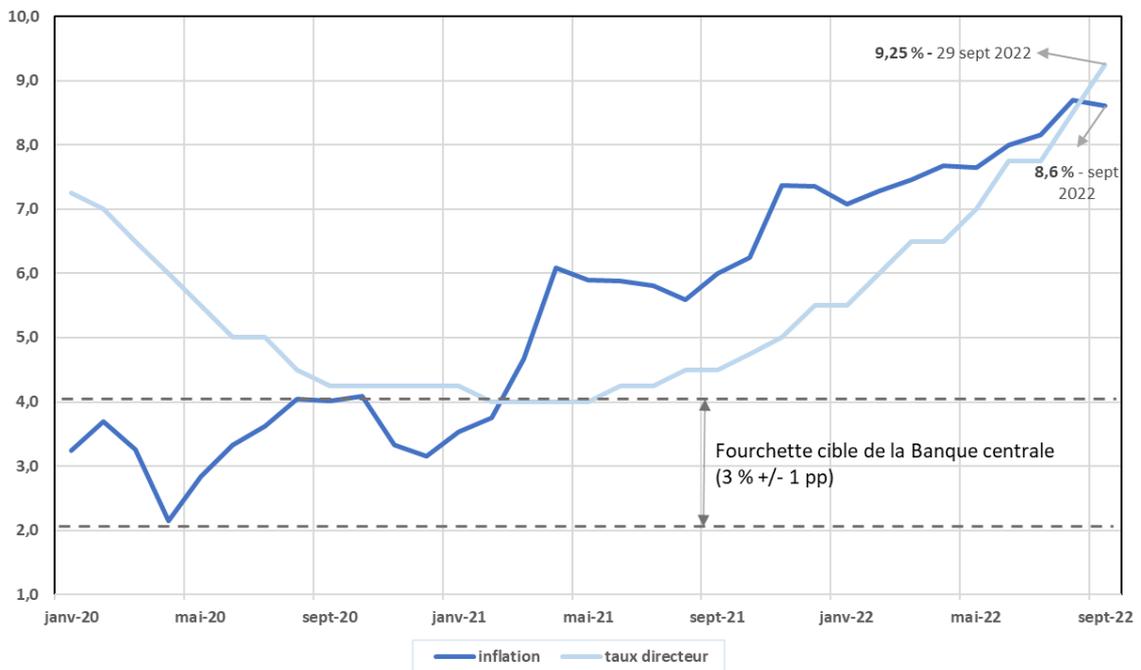
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	9,25 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	7,5 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	- 1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre

- –Annexe Graphique – Mexique –

Inflation mensuelle (g.a, %) et taux d'intérêt directeur (%)



Evolution du taux de change USD/MXN

